

ACTION URGENTE

ANGOLA. UN MILITANT BATTU EN PRISON PAR DES MEMBRES DU PERSONNEL

Francisco Mapanda, un jeune militant angolais, a été transféré de la prison de Comarca de Viana à celle de Comarca de Caquila le 3 septembre. Il a été battu par des membres du personnel car, avant d'accepter son transfert, il avait demandé que sa famille en soit informée.

Francisco Mapanda a été informé le 3 septembre par des membres du personnel de la prison de Comarca de Viana qu'il serait transféré à celle de Comarca de Caquila. La justification avancée par l'un d'eux était que « ses amis semaient la confusion devant la prison ». Le jeune militant a alors demandé aux membres du personnel de faire part à sa famille de son transfert imminent avant qu'il ne prépare ses affaires et s'en aille. Ceux-ci ont déclaré qu'il n'avait pas le droit de les tenir au courant et l'ont passé à tabac.

Dès son arrivée à la prison de Comarca de Caquila, Francisco Mapanda a entamé une grève de la faim pour demander que sa famille sache où il se trouvait. Il y a mis un terme le 6 septembre, au bout de trois jours, lorsque sa mère lui a rendu visite en lui apportant un repas. Celle-ci a indiqué que la prison de Comarca de Caquila se trouvait beaucoup plus loin que la précédente, ce qui constituait une lourde charge pour elle et les autres parents et amis qui souhaitaient aller voir son fils. Francisco Mapanda purge une peine de huit mois d'emprisonnement.

En parlant de « confusion », le personnel faisait référence aux manifestations pacifiques organisées pendant une semaine par d'autres militants devant la prison de Comarca de Viana. Ceux-ci réclamaient la libération de Francisco Mapanda. Par ailleurs, le 3 septembre au matin, huit personnes – parmi lesquelles Luaty Beirão, Nuno Álvaro Dala, Laurinda Gouveia et Rosa Conde, tous membres du groupe appelé les « 17 d'Angola » – n'ont pas été autorisées à voir Francisco Mapanda. Cinq d'entre elles ont même été menottées, battues et emmenées au poste de police central (Comando de Divisão da Polícia Nacional em Viana) parce qu'elles avaient demandé aux agents les raisons de ce refus. Elles ont été libérées sans inculpation quelques heures plus tard.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en portugais, en anglais ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités angolaises à annuler la condamnation de Francisco Mapanda et à le libérer immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- exhortez-les à faire en sorte que, en attendant sa libération, ce jeune homme ne soit pas victime de torture ni d'autres formes de mauvais traitements ;
- engagez-les à mettre fin immédiatement aux arrestations arbitraires, au harcèlement et aux manœuvres d'intimidation visant des militants, et à respecter les droits de ces personnes aux libertés d'expression, de réunion et d'association.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 OCTOBRE 2016 À :

Ministre de la Justice et des Droits

humains

Rui Jorge Carneiro Manguera

Rua 17 de Setembro, No 32

CP 1986

Luanda, Angola

Courriel : rui.manguera@minjus.gov.ao

Fax : +244 222 330 327 ou +244 222 333 407

Formule d'appel : *Your Excellency, I*

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Directrice du Centre national des droits

humains

Ana Celeste Januario

National Center of Human Rights

Courriel : ana.januario@minjusdh.gov.ao

et celestejanuario5@yahoo.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Angola dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous : Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 164/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr12/4439/2016/fr/>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ANGOLA. UN MILITANT BATTU EN PRISON PAR DES MEMBRES DU PERSONNEL

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le jeune militant angolais **Francisco Mapanda** (alias Dago Nível Intelecto) a comparu le 28 mars, après que les jeunes militants surnommés les « 17 d'Angola » ont été déclarés coupables. Il avait affirmé à haute voix que leur « procès [était] une mascarade ». Le juge avait immédiatement lancé une procédure distincte à son encontre ; il l'a déclaré coupable d'outrage à magistrat (*desacato*) et condamné à huit mois d'emprisonnement le jour même. Francisco Mapanda a été emmené sur-le-champ à la prison de Comarca de Viana, où il a purgé sa peine jusqu'à son transfèrement à la prison de Comarca de Caquila, le 3 septembre.

Nom : Francisco Mapanda (également appelé Dago Nível Intelecto)
Homme

Action complémentaire sur l'AU 164/16, AFR 12/4784/2016, 8 septembre 2016